

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

Numéro d'identification : AA2018-014

Titre : acquisition d'un équipement de numérisation tridimensionnelle portable
optique

Avis publié le : 18/09/2018

Réception des offres le : 08/10/2018

À TRAVAUX B FOURNITURES C SERVICES

1	La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non
2	Le présent avis correspond à un avis périodique indicatif constituant une mise en concurrence : <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non
3	Le présent avis correspond à un système de qualification constituant une mise en concurrence : <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non
4	Identification du pouvoir adjudicateur : <input checked="" type="checkbox"/> 5 Etablissement public national
5	Activité principale du pouvoir adjudicateur : <input checked="" type="checkbox"/> Education
6	Le pouvoir adjudicateur agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs : <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non
7	Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur: 1 <u>Nom de l'organisme</u> : UNIVERSITE JEAN MONNET 2 <u>Correspondant</u> : IUT de St Etienne département GMP M. Dumas Charles 3 <u>Adresse</u> : 28 av Léon Jouhaux 4 <u>Code postal</u> : 42023 5 <u>Ville</u> : Saint-Etienne cedex 2 6 <u>Pays</u> : France 7 <u>Téléphone</u> : 04 77 46 34 21(secrétariat) 8 <u>Poste</u> :04 77 42 34 23 9 <u>Fax</u> : 10 <u>Courriel</u> : charles.dumas@univ-st-etienne.fr – marchés-publics@univ-st-etienne.fr 11 <u>Adresse internet (URL)</u> : https://www.univ-st-etienne.fr/

8	<p>Objet du marché :</p> <p>1 <u>Objet du marché</u> : Achat d'un équipement de numérisation tridimensionnelle portable optique et de ses logiciels associés (plus formation).</p> <p>2 <u>Type de marché de fournitures</u> : <input checked="" type="checkbox"/> achat, <input type="checkbox"/> location, <input type="checkbox"/> crédit-bail, <input type="checkbox"/> location-vente</p> <p>3 <u>Type de marché de services</u> : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non</p> <p>4 <u>Nomenclature CPV</u> : non concerné</p> <p>5 <u>Objets complémentaires</u> : 35125100-7 Capteurs.</p> <p><u>Code Nacres</u> : IA.55 INFORMATIQUE : CAPTEURS POUR LA REALITE VIRTUELLE</p>
9	<p>Lieux d'exécution et de livraison :</p> <p><u>Lieu de livraison</u>: Département GMP 28 av Léon Jouhaux 42000 st Etienne</p>
10	<p>L'avis concerne : <input checked="" type="checkbox"/> un marché public</p>
12	<p>Caractéristiques principales :</p> <p>Le présent avis d'appel porte sur l'acquisition d'un équipement de numérisation tridimensionnelle portable optique et de ses logiciels associés. Les caractéristiques de l'équipement sont détaillées dans le cahier des charges ci-joint.</p> <p>La date de <u>livraison</u> souhaité est le : 30 novembre 2018. Lieu de livraison : Département GMP 28 av Léon Jouhaux 42000 st Etienne.</p> <p><u>Visite</u> : <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non</p> <p>1 <u>Quantités</u>: d'un équipement de numérisation tridimensionnelle portable optique</p> <p><u>Garantie</u> : le matériel devra être garanti pendant 12 mois au minimum à compter de la date d'admission dudit matériel. Cette garantie devra couvrir les pièces, main d'œuvre et frais de déplacement.</p> <p>Tout achat réalisé par l'Université est réglementé par les <u>Conditions Générales d'Achat</u> disponibles sur www.univ-st-etienne.fr. L'application du bon de commande implique de plein droit l'acceptation de ces conditions.</p> <p>2 <u>Prestations supplémentaires éventuelles</u> : Néant</p> <p>3 <u>Acceptation des variantes</u> : <input checked="" type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Pour les marchés publics passés selon une procédure adaptée, les variantes sont autorisées sauf mention contraire dans les documents de la consultation.</p> <p><u>Négociation</u> : Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier les offres reçues. À ce titre, il peut également attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.</p>
13	<p>Prestations divisées en lots : <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non</p>

14	<p>Durée du marché ou délai d'exécution : A compter de sa notification pour une exécution de la prestation dans les délais fixés par le candidat dans sa réponse à la mise en concurrence.</p>
15	<p>Conditions relatives au marché :</p> <p>1 <u>Cautionnement et garantie exigés</u> : sans objet.</p> <p>2 <u>Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent</u> :</p> <p>Paieement : virement administratif. Délai : 30 jours. Intérêts moratoires : suivant Décret 2013-269 du 29/03/2013.</p> <p>3 <u>Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature en complément du français</u> : Néant</p>
16	<p>Conditions de participation :</p> <p>1 <u>Situation juridique</u> (références requises) : Ne pas faire l'objet d'une interdiction de soumissionner suivant art. 48 de l'Ordonnance du 23/07/2015. Afin de satisfaire cette obligation une attestation sur l'honneur est jointe au présent document.</p> <p>2 <u>Capacité économique et financières</u> (références requises/niveaux spécifiques minimaux exigés) : cf. ci-dessus.</p> <p>3 <u>Référence professionnelle et capacité technique</u> : références requises et niveaux spécifiques minimaux exigés.</p> <p>Les candidats transmettent leur offre sous format électronique - elle contient la <u>proposition technique et financière</u> comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> > l'offre financière > le délai de livraison* (30 novembre 2018 au plus tard) > le planning > l'offre technique > tout élément nécessaire à la compréhension de l'offre <p>* le délai débute à compter de la réception du bon de commande par le fournisseur.</p> <p><u>Au stade de l'attribution</u> du marché avant notification, les pièces administratives suivantes (datant de moins de 6 mois) à sont à produire :</p> <ul style="list-style-type: none"> > Kbis ou équivalent > attestations fiscales > attestations sociales > attestation d'assurance
17	<p>Marché réservé à des ateliers protégés : <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non</p>
18	<p>Critères d'attribution : Offre économique la plus avantageuse en fonction :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> <u>des critères énoncés ci-dessous par ordre de priorité décroissante</u> :</p>

	<p>> 1 Valeur technique dont matériel proposé, moyens techniques et humains, service après-vente.</p> <p>> 2 Prix</p>										
19	<p>Procédures : Type de procédure : <input checked="" type="checkbox"/> procédure adaptée</p>										
20	<p>Conditions de délai :</p> <p>1 <u>Date limite de réception des offres</u> : 08/10/2018 à 16 h00 Les offres sont à transmettre sous format électronique aux adresses mails indiquées section 7.</p> <p>2 <u>Délai minimum de validité des offres</u> : 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.</p>										
21	<p>Renseignements complémentaires</p> <p>1 <u>Numéro de référence attribué au marché</u>:</p> <table border="1" style="margin-left: auto; margin-right: auto;"> <tr> <td>A</td><td>A</td><td>2</td><td>0</td><td>1</td><td>8</td><td>-</td><td>0</td><td>1</td><td>4</td> </tr> </table> <p>2 <u>Autres informations</u> (ne faisant partie d'aucune autre rubrique) : Néant</p>	A	A	2	0	1	8	-	0	1	4
A	A	2	0	1	8	-	0	1	4		
23	<p>Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :</p> <p>1 Nom de l'organisme : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LYON 2 Adresse : Palais des Juridictions Administratives, 184 rue Duguesclin 3 Code postal : 69433 4 Ville : Lyon cedex 03 5 Pays : France 6 Téléphone : 04 78 14 10 10 7 Poste : non concerné 8 Télécopieur : 04 78 14 10 10 9 Courriel : non concerné 10 Adresse internet (url) : www.conseil-etat.fr/ta/lyon/index.html</p> <p>Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :</p> <p>Un référé précontractuel peut être introduit sans délai avant la signature du contrat avec le candidat retenu (article L551-1 du Code de Justice Administrative). Un référé contractuel est possible au titre des articles L551-13 à 551-23 du Code de Justice Administrative. Délai de contestation de la décision d'attribution devant le tribunal administratif compétent : 2 mois (art. R421-1 à R421-7 du Code de Justice Administrative).</p> <p>Un recours de pleine juridiction peut être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat n° 358994 du 04/11/2014, Département du Tarn et Garonne.</p>										
24	<p>Date d'envoi du présent avis à la publication : Le 17/ 09/2018</p>										

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

(Imprimé à compléter par le candidat à l'appui de sa candidature)

LE CANDIDAT INDIVIDUEL (OU CHAQUE MEMBRE DU GROUPEMENT), DECLARE SUR L'HONNEUR :

1) Condamnation définitive : Ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-34 à 222-40, 313-1, 313-3, 314-1, 324-1, 324-5, 324-6, 421-1 à 421-2-4, 421-5, 432-10, 432-11, 432-12 à 432-16, 433-1, 433-2, 434-9, 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 à 445-2-1 ou 450-1 du code pénal, aux articles 1741 à 1743, 1746 ou 1747 du code général des impôts et pour les marchés publics qui ne sont pas des marchés publics de défense ou de sécurité aux articles 225-4-1 et 225-4-7 du code pénal, ou pour recel de telles infractions, ainsi que pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre Etat membre de l'Union européenne.

2) Situation fiscale et sociale : Avoir souscrit les déclarations leur incombant en matière fiscale ou sociale ou n'ont pas acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles dont la liste est fixée par voie réglementaire.

3) Redressement/liquidation judiciaire : Ne pas :

a) avoir été soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce ou faisant l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

b) avoir fait l'objet, à la date à laquelle l'acheteur se prononce sur la recevabilité de leur candidature, d'une mesure de faillite personnelle ou d'une interdiction de gérer en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du code de commerce, ou d'une mesure équivalente prévue par un droit étranger ;

c) avoir été admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, qui ne justifient pas avoir été habilitées à poursuivre leurs activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

4) Lutte contre le travail illégal : Ne pas :

a) avoir été sanctionné pour méconnaissance des obligations prévues aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail ou qui ont été condamnées au titre de l'article L. 1146-1 du même code ou de l'article 225-1 du code pénal ;

b) avoir été condamné au titre du 5° de l'article 131-39 du code pénal ou avoir été en tant que personne physique condamnée à une peine d'exclusion des marchés publics.

5) Exclusion des contrats administratifs : Ne pas avoir fait l'objet d'une mesure d'exclusion des contrats administratifs en vertu d'une décision administrative prise en application de l'article L. 8272-4 du code du travail.

6) Obligation d'emploi de travailleurs handicapés ou assimilés : Etre en règle au regard des obligations définies aux articles L.5212-1 à L5212-11 du code du travail concernant l'emploi de travailleurs handicapés (déclaration et contribution).

7) Egalité professionnelle entre les hommes et les femmes : Avoir mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la procédure de passation du marché public

8) Interdiction de soumissionner : Ne pas entrer dans aucun des cas relevant de l'article 48 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et indiqués comme interdictions de soumissionner dans le cadre du présent appel d'offres.

DATE :

CACHET :

SIGNATURE :

